

**Audit de l'analyse de crédit et de la tarification
Financement sur actif
Rapport final
Rapport n° 19/15
7 décembre 2015**

Diffusion

Destinataires : Président et chef de la direction
Premier vice-président et chef de la direction financière
Premier vice-président, Financement et Investissements
Vice-président et contrôleur général
Vice-président, CABL
Directeur de groupe, CABL, Aéronautique
Directeur de groupe, CABL, Transport de surface et Industrie légère

c. c. : Premier vice-président, Développement des affaires
Premier vice-président, Solutions d'affaires et Innovation
Premier vice-président et chef de la gestion des risques
Premier vice-président, Affaires générales et secrétariat
Premier vice-président, Ressources humaines et Communications
Premier vice-président, Assurances
Directeur de groupe, Relations avec les parties intéressées et Planification
Directeur principal, Bureau du vérificateur général
Directeur, Bureau du vérificateur général

Équipe de vérification

Ramesh Baddepudi
Souhail Sadaka
Muhammad Abid

Vice-présidente, Vérification interne

Monica Ryan

Table des matières

Introduction	3
Objectif et étendue de l'audit.....	3
Opinion de la Vérification interne.....	3
Constatations de l'audit et plans d'actions.....	4
Conclusion.....	5

Introduction

Conformément à notre plan d'audit de 2015, la Vérification interne a effectué l'audit des activités d'analyse de crédit, de tarification, de montage et de délégation de pouvoirs (DOA) par transaction réalisées dans le cadre du processus de souscription du financement sur actif. EDC fournit du financement direct et syndiqué aux exportateurs ou à leurs clients sous la forme de prêts garantis par des actifs (équipement). L'équipement admissible au financement d'aéronefs comprend les aéronefs et l'équipement connexe, comme les simulateurs de vol. Le financement de systèmes de surface sur rail et de systèmes de transport légers s'applique principalement à l'achat d'immobilisations importantes, comme des locomotives, des navires ou du matériel de production. Le financement d'aéronefs représente la majorité du financement sur actif accordé. Dans la dernière année, EDC a établi 27 nouvelles facilités, pour un total d'environ 2 milliards de dollars en financement.

Objectif et étendue de l'audit

L'objectif global de cet audit était d'évaluer les contrôles relatifs à l'analyse de crédit, à la tarification, au montage et à la DOA dans le contexte de chaque transaction. Nous avons entre autres analysé la conception et l'efficacité opérationnelle de ces contrôles. La vérification par transaction des activités d'analyse de crédit, de tarification, de montage et de DOA s'est déroulée de juin 2014 à la fin de mai 2015.

Opinion de la Vérification interne

À notre avis, il existe des *possibilités d'amélioration des contrôles*¹ relatifs à l'analyse de crédit par transaction et à la conservation des principaux documents liés aux décisions en matière de financement sur actif. Les lignes directrices de souscription existantes décrivent bien les étapes à suivre pour réaliser l'analyse de crédit, mais ne définissent pas de normes particulières pour ce processus (la « façon de faire »). Par conséquent, nous avons constaté dans notre échantillon de dossiers des divergences quant au type et au degré d'analyse. Par exemple, l'analyse financière n'était pas toujours accompagnée de prévisions et d'une analyse de sensibilité, ou de justification pour leur omission. Par ailleurs, dans le cadre du calcul des ratios, les soldes des états financiers n'étaient pas toujours rajustés en fonction d'éléments comme les montants hors bilan et les opérations entre apparentés. Cela dit, si ces divergences étaient fréquentes, il est peu probable qu'elles aient eu une incidence sur les décisions de crédit finales. Étant donné les limites des systèmes utilisés, les documents relatifs aux transactions doivent être conservés à plusieurs endroits (C3, MBC et lecteur réseau de l'équipe), ce qui augmente le risque de perte de documents. Ainsi, certains documents pertinents n'ont pas pu être trouvés durant l'audit, notamment des outils d'évaluation préliminaire remplis et des documents étayant l'évaluation des garanties. La direction a élaboré des plans d'action pour régler les problèmes constatés par l'audit, et ces plans seront mis en œuvre au plus tard au quatrième trimestre de 2016.

¹ Nos opinions d'audit standards sont les suivantes :

- **Contrôles rigoureux** : Les contrôles clés ont été bien conçus et fonctionnent comme prévu. Des contrôles internes exemplaires sont en place. Les objectifs du processus audité seront très probablement atteints.
- **Bien contrôlé** : Les contrôles clés ont bien été conçus et fonctionnent comme prévu. Les objectifs du processus audité seront probablement atteints.
- **Possibilités d'amélioration des contrôles** : Un ou plusieurs contrôles clés sont absents, ne sont pas bien conçus ou ne fonctionnent pas comme prévu. Il se peut que les objectifs du processus ne soient pas atteints. Du point de vue financier et/ou de celui de la réputation, l'incidence sur le processus audité n'est pas négligeable. De promptes mesures s'imposent.
- **Non contrôlé** : De nombreux contrôles clés sont absents, ne sont pas bien conçus ou ne fonctionnent pas comme prévu. Les objectifs du processus ne seront probablement pas atteints. Du point de vue des finances et/ou de la réputation, l'incidence sur le processus audité est importante. Des mesures doivent être prises immédiatement.

Constatations de l'audit et plans d'action

Première constatation : Analyse de crédit par transaction

L'analyse de crédit présentée dans l'avis de crédit des transactions de financement sur actif influe grandement sur la décision d'octroi du crédit. Les lignes directrices en matière d'avis de crédit décrivent bien les étapes à suivre pour réaliser l'analyse de crédit, mais ne définissent pas de normes particulières pour ce processus (la « façon de faire »). Par exemple, elles n'expliquent pas de manière suffisamment détaillée comment calculer les ratios ni comment traiter les dérogations au processus établi. Par conséquent, nous avons constaté de nombreuses erreurs dans notre échantillon de vérification. En effet, dans quatre cas, la valeur corporelle nette n'a pas été calculée correctement : les soldes d'apparentés ont été inclus à tort dans le calcul, et les engagements de location, exclus. Par ailleurs, deux dossiers contenaient uniquement une analyse historique du crédit, les prévisions n'ayant pas été prises en compte. De plus, on a omis d'effectuer une analyse de sensibilité dans trois cas. Les raisons de l'omission des prévisions ou de l'analyse de sensibilité n'étaient pas exprimées clairement dans le document de crédit ni dans les documents connexes. Selon notre examen, ces erreurs n'ont pas eu d'incidence notable apparente sur les décisions de crédit finales, soit parce que leur incidence était négligeable, soit parce que d'autres facteurs liés à la transaction, comme les sûretés ou les garanties fournies, étaient plus pertinents. La direction a convenu de mettre à jour les lignes directrices relatives à l'avis de crédit pour le financement sur actif de sorte qu'elles traitent des éléments de l'analyse de crédit, notamment les ratios financiers, et établissent la nature et la portée des documents requis pour justifier les dérogations au processus prescrit.

Constatation de l'audit – Problème majeur²

Responsable de l'intervention – David Guy (vice-président, Groupe des prêts aux entreprises et du financement sur actif)

Date d'échéance – Mise en œuvre de toutes les mesures d'ici le quatrième trimestre de 2016.

Deuxième constatation : Exhaustivité des dossiers

De nombreux documents sont créés et approuvés au cours de la souscription d'un prêt garanti par des actifs. La conservation de ces documents est importante pour la vérification des DOA et la consultation ultérieure. Étant donné les limites des systèmes utilisés, les documents justificatifs des transactions sont généralement stockés dans C3, MBC ou sur le lecteur réseau de l'équipe. Durant notre audit, nous avons constaté que la méthode de conservation prescrite n'est pas toujours suivie. Dans certains cas, le dossier ne contenait pas tous les documents justificatifs pertinents. Par exemple, dans trois des huit dossiers de notre échantillon, nous n'avons pas trouvé les fichiers relatifs à l'évaluation des garanties et, dans un des dossiers, le fichier de l'outil d'évaluation préliminaire était manquant. Par ailleurs, nous avons découvert que les courriels importants sur les transactions n'étaient pas toujours joints aux dossiers. L'une des causes fondamentales de ce manque d'uniformité est que les lignes directrices relatives à l'avis de crédit pour le financement sur actif

² Les constatations de l'audit sont établies comme suit :

- **Problème majeur** : Un contrôle clé est absent, est mal conçu ou ne fonctionne pas comme prévu, et le risque financier et/ou de réputation n'est pas négligeable. L'objectif du processus sur lequel porte le contrôle ne sera probablement pas atteint. Des mesures correctives s'imposent pour que les contrôles soient rentables et/ou que les objectifs du processus soient atteints.
- **Problème modéré** : Un contrôle clé est absent, est mal conçu ou ne fonctionne pas comme prévu, et le risque financier et/ou de réputation pour le processus n'est pas négligeable. Cependant, un contrôle compensatoire existe. Des mesures correctives s'imposent pour éviter de compter uniquement sur les contrôles compensatoires et/ou pour s'assurer que les contrôles sont économiquement efficaces.
- **Problème mineur** : Faiblesse dans la conception et/ou le fonctionnement d'un contrôle qui n'est pas un contrôle clé. Il est peu probable que l'atteinte des objectifs soit compromise. Il est recommandé de mettre en place des mesures correctives pour rentabiliser les contrôles.

ne fixent pas d'exigences claires quant à la structure des dossiers, à leur classement et à leur conservation. La direction a accepté de mettre à jour les lignes directrices à cet égard et de mettre en place une liste de vérification pour la classification. Cette liste servira à faciliter la conservation appropriée des documents.

Constatation de l'audit – Problème majeur

Responsable de l'intervention – David Guy (vice-président, Groupe des prêts aux entreprises et du financement sur actif)

Date d'échéance – Mise en œuvre de toutes les mesures d'ici le deuxième trimestre de 2016.

Troisième Constatation : Outils informatiques destinés aux utilisateurs finaux

Le traitement informatique par les utilisateurs finaux se rapporte aux programmes et aux outils générés par les utilisateurs sectoriels, comme les outils de productivité et les feuilles de calcul personnels créés au moyen de, entre autres, Microsoft Excel et Microsoft Access. L'utilisation fréquente d'applications destinées aux utilisateurs finaux ajoute un élément de risque parce qu'elle se fait en dehors de l'environnement de contrôle qui encadre les applications de conception officielle. Les deux principaux outils utilisés dans le processus de souscription du financement sur actif sont le Créateur de prévisions, qui sert à calculer et à prévoir les principaux ratios financiers, et le modèle de valeur résiduelle, utilisé pour les analyses de sensibilité dans le cadre du financement d'aéronefs. Nous avons constaté que le classeur du Créateur de prévisions n'est pas protégé par un mot de passe. En ce qui concerne le modèle de valeur résiduelle, nous avons découvert que beaucoup des contrôles attendus pour un outil de ce type n'étaient pas en place, notamment la protection par mot de passe, le verrouillage des cellules ou des formules, des contrôles de modification, un processus d'examen et d'approbation du modèle, la désignation d'un responsable, etc. La direction a convenu de créer des guides d'utilisation pour les outils et de mettre en place les contrôles nécessaires.

Constatation de l'audit – Problème modéré

Responsable de l'intervention – David Guy (vice-président, Groupe des prêts aux entreprises et du financement sur actif)

Date d'échéance – Mise en œuvre de toutes les mesures d'ici le troisième trimestre de 2016.

Conclusion

Les constatations et les recommandations de l'audit ont été communiquées à la direction, qui les a acceptées et a élaboré des plans d'action dont la mise en œuvre devrait se faire au plus tard au quatrième trimestre de 2016. Nous tenons à remercier la direction de son appui tout au long de l'audit.